

AVOCAT EUROPÉEN – CAS n°1

Reconnaissance de la qualité d'Avocat acquise dans un Etat membre de l'UE
(art. 99 du décret n°91-1197 du 27 nov. 1991)

Documents à fournir

- ▶ Examen d'aptitude du CNB (ou décision de dispense)
- ▶ Certificate of Good Standing remis par votre Barreau d'origine
- ▶ CV détaillé
- ▶ Déclaration sur l'honneur ci-jointe (dûment remplie et signée)
- ▶ Justificatifs de vos conditions d'exercice (selon votre cas) :
 - **Contrat de collaboration** (libérale ou salariée)
 - **Contrat d'exercice en qualité d'associé** ou procès-verbal d'intégration et acte de cession de parts ou d'actions |
 - **Justificatif des locaux pour l'exercice en individuel** : contrat de bail | contrat de sous location accompagné du bail principal | titre de propriété accompagné du règlement de copropriété etc.
 - **Création de votre structure d'exercice** : statuts, pv de nomination du dirigeant, justificatif des locaux, récépissé de dépôt au GTC (des frais complémentaires pour l'inscription de votre structure d'un montant de 200€ vous seront alors demandés aux termes de votre demande).
- ▶ Carte nationale d'identité ou passeport en cours de validité (recto / verso)
- ▶ Acte de naissance
- ▶ Extrait du Casier Judiciaire Français (B3) daté de moins de 3 mois, l'exemplaire dématérialisé suffit / Demande en ligne sur : <https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/pages/accueil.xhtml>
- ▶ Extrait du Casier Judiciaire de votre pays de naissance et/ou de votre double nationalité, daté de moins de 6 mois

Tous les documents qui ne sont pas établis en français doivent faire l'objet d'une traduction officielle

Déclaration sur l'honneur

Je soussigné(e) _____,

Ai l'honneur de solliciter mon inscription au tableau du barreau des Hauts-de-Seine dans le cadre de l'article 99 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991.

Je m'engage à respecter les règles déontologiques du barreau des Hauts-de-Seine et je marque mon accord pour que mon barreau d'origine et le barreau des Hauts-de-Seine puisse échanger toute information pertinente relative à mes activités professionnelles.

Conformément aux règles déontologiques de la profession d'avocat, je déclare par la présente que :

- je ne suis ni interdit bancaire, ni mis en examen (à défaut, j'en informe le barreau en joignant aux présentes un courrier exposant ma situation).
- je n'ai pas fait l'objet d'un jugement de condamnation, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, ni d'une décision de déchéance, aussi bien en France qu'à l'étranger (à défaut, j'en informe le barreau en joignant aux présentes une copie de la décision rendue).

Par ailleurs, je m'engage :

- à n'occuper aucune fonction incompatible avec la profession d'avocat en France et à l'étranger, à compter de ma prestation de serment,
- à prévenir immédiatement l'Ordre des Avocats des Hauts-de-Seine si, avant mon inscription, l'un des événements ci-dessus énumérés venait à se produire en France ou à l'étranger,
- à respecter les règles déontologiques de la profession d'Avocat,
- à régler les cotisations ordinaires et cotisations CNB. En cas de non-règlement, je prends note qu'une procédure d'omission administrative pourrait être prononcée à mon encontre,
- à prévenir immédiatement le Service de l'Exercice Professionnel de toutes modifications de mes conditions d'exercice et à effectuer les démarches qui m'incombent.
- à ouvrir un compte bancaire professionnel distinct de mon compte personnel et selon sa nécessité un compte CARPA (excepté pour les collaborateurs salariés)

Je déclare en outre sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire et exposées ci-dessous sont complètes et exactes :

1^{re} – A quel barreau étranger êtes-vous inscrit? *

Fournir une Attestation d'inscription du barreau étranger de moins de 3 mois

2 - Disposez-vous d'un bureau secondaire en France ou à l'étranger ? *

Oui Non

Si oui fournir : Délibération du Conseil de l'Ordre du barreau d'accueil (pour un bureau secondaire en France), attestation d'inscription dudit bureau ou tout autre justificatif (pour un bureau à l'étranger) et adresse déclarée auprès de ce barreau

3 - Avez-vous ou avez-vous eu, en France ou à l'étranger, un mandat social (administrateur, gérant de société ...) ou public (conseiller municipal, parlementaire ...) ? *

Oui Non

Si oui fournir : Mandat social (administrateur, gérant de société...) ou public (conseiller municipal, parlementaire...) détaillé sur feuille simple + copie du journal officiel (si mandat public) ou statuts, dernier bilan et extrait kbis (si mandat social)

4 - Avez-vous été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale (même si cette condamnation n'apparaît pas au B3) pour agissements contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs ? *

Oui Non

Si oui fournir : Condamnation pénale détaillée sur une feuille simple + copie de la décision

5 - Faites-vous l'objet de poursuites pénales en cours ? *

Oui Non

Si oui fournir : Poursuite pénale en cours détaillée sur une feuille simple + copie de la décision et éventuellement du certificat de non-appel

6 - Avez-vous été l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ? *

Oui Non

Si oui fournir : Faits ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

7 - Avez-vous été déclaré coupable d'un délit ou d'un crime par une juridiction française ou étrangère ? *

Oui Non

Si oui fournir : Délit ou crime dont vous avez été déclaré coupable à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

8 - Faites-vous l'objet d'une procédure tendant à engager votre responsabilité civile professionnelle ou avez-vous fait l'objet d'une condamnation mettant en cause votre responsabilité professionnelle ? *

Oui Non

Si oui fournir : Procédure tendant à engager votre responsabilité civile professionnelle ou condamnation mettant en cause votre responsabilité professionnelle à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

9.1 - Avez-vous été frappé de faillite personnelle ou d'autre sanction en application du titre VI de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des

entreprises ou, dans le régime antérieur de cette loi, en application du titre II de la loi n°67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes ? *

Oui Non

Si oui fournir : Faillite personnelle ou autre sanction à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

9.2 - Avez-vous conclu un règlement amiable ou une transaction avec les créanciers ? *

Oui Non

Si oui fournir : Règlement amiable ou transaction avec les créanciers à détailler sur une feuille simple

10.1 - Avez-vous été déclaré en cessation de paiement, ou faites-vous actuellement l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ? *

Oui Non

Si oui fournir : Cessation de paiement, ou procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire à détailler sur une feuille simple + copie de la décision

10.2 - Avez-vous conclu un règlement amiable ou une transaction avec les créanciers ? *

Oui Non

Si oui fournir : Règlement amiable ou transaction avec les créanciers à détailler sur une feuille simple

11 - Êtes-vous en irrégularité vis-à-vis de vos obligations déclaratives auprès des administrations fiscales et sociales en France et à l'étranger ? *

Oui Non

Si oui fournir : Irrégularité vis-à-vis de vos obligations déclaratives à détailler sur une feuille simple

12 - Avez-vous précédemment sollicité votre inscription auprès du Barreau de Paris ou d'un autre barreau qui aurait alors fait l'objet d'un rejet ? *

Oui Non

Si oui fournir : Inscription demandée auprès du Barreau de Paris ou d'un autre Barreau à détailler sur une feuille simple en précisant la date et le barreau concerné et copie de la décision rendue

Je prends acte que cette déclaration sur l'honneur, pour les besoins de l'instruction de ma demande, pourra faire l'objet de vérifications complémentaires par les autorités compétentes et notamment par la Cour d'Appel de Versailles et que toute déclaration mensongère ou information dissimulée sera alors sanctionnée.

Fait à _____

Le

Signature